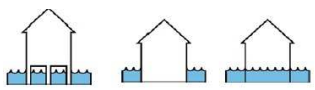



Stratégie et nature de l'action

RELEVÉ D'UNE STRATÉGIE		NATURE DE L'ACTION	
Valable pour les 3 stratégies		Réflexion / Contrats / Travaux	

Objectifs de l'action

Il s'agit de faire face à une destabilisation potentielle du service de collecte des déchets.

L'analyse doit porter sur la production moyenne journalière, la capacité de stockage sur site (et sa position hors d'eau) et les moyens pour augmenter l'autonomie de gestion en cas d'inondation.

Mise en oeuvre de l'action

Les établissements pouvant être inondés/encerclés/coups pendant plusieurs jours et semaines pour une crue majeure. L'évacuation des déchets peut ainsi être perturbée pendant très longtemps. Parallèlement, les établissements font face à une hausse de la quantité moyenne de déchets produits. Un risque sanitaire menace donc les sites en cas de crise.

La production de déchets sera évaluée en séparant a minima les DAOM (Déchets Assimilés aux Ordures Ménagères), les DASRI (Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux) et les déchets spécifiques ou dangereux (radio, piles, médicaments...).

Elle sera réalisée à partir des quantités mentionnées dans les bordereaux de suivi.

On déterminera ainsi une production moyenne par jour qu'on comparera à la capacité totale de stockage (nombre de conteneurs dont dispose l'établissement).

On rappellera ainsi l'autonomie de l'établissement qui dépend de la capacité totale de stockage et du temps réglementaire maximal d'élimination des différents types de déchets (par exemple pour les DASRI il est de 72 h en cas d'une production > 100 kg/semaine).

En conséquence on déterminera :

- * les capacités d'accroissement des conteneurs de stockage (en dur, sacs poubelles supplémentaires, collecteurs spécifiques pour DASRI PCT, etc...) ; à voir avec les opérateurs de collecte le cas échéant,
- * la nécessité d'augmenter les locaux de stockage (pouvant aller de paire avec une réorganisation du bâtiment : cf fiche 25) et/ou définir des lieux de regroupement hors d'eau (dans tous les cas, ces lieux de regroupement devront respecter la réglementation inhérente au stockage de chaque type de déchets).

Le rapprochement avec les services publics des déchets sera nécessaire de façon à évaluer clairement le nombre de jours où l'établissement ne pourra pas faire l'objet d'une collecte des déchets, et éventuellement les possibilités alternatives de ramassage.

Il n'est pas exclu d'envisager (pour les DAOM et déchets non dangereux ; et pour les établissements les moins touchés ou ayant une production de déchets raisonnable) qu'une évacuation, vers les centres de traitement ou de stockage, puisse être faite par des employés de l'établissement mobilisant un véhicule (attention, au-delà de 500 kg par chargement une déclaration en préfecture est nécessaire).

Le caractère particulier des DASRI exclut en revanche tout autre solution que le stockage sur site dans l'attente d'une collecte par les professionnels.



Mise hors d'eau des locaux, extension des capacités de stockage

Positionnement

DEPEND DES ACTIONS	1 / 2 et 8 27
EST A REALISER	Avant la crise et Pendant la crise
PERMET OU EST EN LIEN AVEC LES ACTIONS	33
POUR QUELS ALEAS ?	Débordements de cours d'eau
SPECIFICITES SUIVANT LA NATURE DE L'ETABLISSEMENT (EMS/ ETABLISSEMENT DE SANTE)	<p>La problématique des déchets va plus fortement impacter les établissements de santé, notamment avec les DASRI.</p> <p>Les petits établissements disposeront en revanche et probablement d'une moins grande capacité à étendre leur potentiel de stockage temporaire.</p>

Effets attendus

Maintien d'un niveau d'hygiène minimal.	Traitement particulier de la sécurité sanitaire par Sotckage/élimination des DASRI et évitement d'une mise en contact avec l'eau
---	--

Ordre de grandeur de coûts

L'extension d'un nombre de conteneurs suivant le nombre et la nature va varier de quelques centaines d'euros à plus d'un millier d'euros (notamment si l'on multiplie les conteneurs de grande capacité).	La recherche d'un local plus grand ou de locaux temporaires ne génère pas nécessairement des coûts pour les DAOM et les déchets non dangereux.
---	--

